

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Procédure SG-SAD3-013-24

L'acheteur exerçant la maîtrise d'installation

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche
Secrétariat général (SG)
Direction des affaires financières (DAF)
Service des achats et du soutien (SAS)
Sous-direction de l'Environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)
Arche Sud
92055 la Défense

Mandataire

Sans objet

Représentant de l'acheteur (RA)

Pour la désignation du marché, le représentant de l'acheteur (RA) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :
Cheffe du service des achats et du soutien (SAS)

Objet du marché

Marché de travaux d'installation de matériels audiovisuels

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Caractéristiques du marché.....	5
1-3. Procédure du marché.....	5
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-6. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1-6.2. Maîtrise d'œuvre.....	6
1-6.3. Représentation de l'acheteur.....	6
1-6.4. Formes des notifications.....	7
1-7. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-7-1 Obligation de confidentialité.....	8
1-7-2 Sites sensibles.....	8
1-7-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	8
1-8. Contrôle des coûts de revient.....	10
1-9. Dispositions générales.....	10
1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	10
1-9.3. Responsabilités et Assurances.....	12
1-9.3.1 Responsabilités.....	12
1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	12
1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	12
1-9.3.4 Dispositions communes.....	12
1-9.4. Réalisation de prestations similaires.....	13
1-9.5. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-9.6. Autres dispositions générales.....	13
1-10. Clauses de réexamen du marché public.....	14
1-11. Ordres de service.....	14
1-12. Propriété intellectuelle.....	14

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES INSTALLATIONS VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des installations et de règlement des comptes.....	15
3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.....	15
3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en référence au CCAG TRAVAUX, le maître d'installation ne fournira aucune prestation à titre gratuit.....	15
3-2.3. Les installations ou prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.....	15
3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :.....	15
3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.....	15
3-2.6. Modalités de transmission et de paiement.....	16
3-2.7. Approvisionnements.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	17
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	17
3-3.3. Choix de l'index de référence.....	17
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	18
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	18
3-4. Modalités particulières de paiement.....	18
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	19
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	19
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	20
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	20
4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	20
4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	20
4-3.4. Primes d'avance.....	20
4-4. Autres pénalités.....	20
4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	20
4-4.2. Documents fournis après exécution.....	21
4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché.....	21
4-4.4. Rendez-vous de chantier.....	21
4-4.5. Non-respect des règles en matière d'hygiène et sécurité.....	21
4-4.6. Clauses sociales.....	21
4-4.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	21
4-4.8 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	21
4-4.9. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	22

4-4.10. Pénalités pour travaux « urgence 24 » et « urgence 48 » :.....	22
4-4.11. Autres pénalités diverses.....	22
4-5. Conditions d'intervention.....	22
4-5.1. Initiatives.....	22
4-5.2. Période.....	22
4-5.3. Délai d'intervention.....	22
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	23
5-1. Retenue de garantie.....	23
5-2. Avances.....	23
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES ÉQUIPEMENTS ET PRODUITS.....	24
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	24
ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	24
7-1. Préalable à l'exécution.....	24
7-1.1 – Établissement d'un devis.....	24
7-1.2. Passation des bons de commande.....	25
7-1.3. Délai d'établissement d'un devis classique.....	25
7.1.4 – Délai d'établissement d'un devis d' « urgence 24 ».....	25
7.1.5 – Délai d'établissement d'un devis d' « urgence 48 ».....	26
7-2. Exécution des travaux.....	26
7-2.1. Travaux hors horaire normal.....	26
7-2.2. Annulation et modification d'un bon de commande.....	26
7-2.3. Durée maximale d'exécution des bons de commande.....	26
7-2.4. Accès des personnels aux installations.....	26
7-3. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	27
7-4. Études d'exécution des installations.....	27
7-5. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	27
7-6. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	27
7-6.1. Sécurité et hygiène des chantiers.....	27
7-7. Registre de chantier.....	27
ARTICLE 8. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	27
8-1. Vérification des équipements et produits - Essais et contrôles des installations en cours de travaux.....	27
8-1.1. Vérification des équipements et produits – Essais et épreuves.....	27
8-1.2. Essais et contrôles des installations en cours de travaux.....	27
8-2. Réception.....	27
8-2.1. Réception des installations.....	27
8-2.2. Réceptions partielles.....	28
8-3. Prise de possession anticipée de certains installations ou partie d'installation....	28
8-4. Mise à disposition de certains installations ou parties d'installations.....	28
8-5. Documents fournis après exécution.....	28
8-6. Délai de garantie.....	28
8-7. Garanties particulières.....	28
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	28
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	29
10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	30
Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour chaque année sur la durée d'exécution du marché est de 125 heures.....	30
10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	31
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

La présente consultation concerne les travaux d'installation de matériels audiovisuels dans les bâtiments de l'administration centrale et les cabinets ministériels, c'est-à-dire l'aménagement des salles de réunion, conférences, amphithéâtres en matériel audiovisuel situés dans les bâtiments occupés en Île-de-France, par le Secrétariat général des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation ; de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

1-2. Caractéristiques du marché

Les lieux d'exécution des prestations sont notamment les suivants :

- Sites de La défense à Puteaux : Arche Paroi Sud, Plot I, Tour Séquoia ;
- Sites de Saint-Germain : Bâtiments du 244 et 246, boulevard Saint Germain, du 4, impasse de Valmy - Paris 7ème
- Site du pôle ministériel au 20 avenue de SEGUR (paris 7°)
- Le CVRH de Paris

1-3. Procédure du marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, selon les modalités définies ci-dessous.

Chaque bon de commande précise :

- La durée et la date de commencement de la période de préparation seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée indiqué dans le CCAP ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- La référence du marché ;

Le représentant de l'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Les dispositions concernant la période de préparation sont indiquées à l'article 2.3.1 du CCTP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'installation.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-6. Intervenants et forme des notifications

1-6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-6.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée soit par un bureau d'études, soit la direction du numérique, soit par le Bureau de la gestion technique du patrimoine immobilier (SETI3/BGTI3) par défaut, suivant les opérations à réaliser. Le bon de commande fera apparaître la désignation du maître d'œuvre s'il y a lieu.

1-6.3. Représentation de l'acheteur

Pour l'exécution du marché, le représentant de l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)

- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-6.4. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'installation et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'installation et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'installation et / ou le maître d'oeuvre.

1-7. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-7-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'installation et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.8 du présent CCAP.

1-7-2 Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'installation ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le titulaire sera tenu de communiquer l'identité et la fonction des personnels admis à travailler dans les locaux sous forme d'une liste. Cette liste devra être tenue à jour et consultable à tout moment par l'administration. Le personnel du titulaire qui évoluera sur le chantier devra être muni d'un badge fourni par le titulaire et comportant le nom de l'entreprise, les nom et prénom des personnels.

- Sites de Saint-Germain : Bâtiments du 244 et 246, boulevard Saint Germain, du 4, impasse de Valmy - Paris 7ème

- **Le 32 étage de l'Arche Paroi Sud à la Défense**

1-7-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'installation est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'installation ni le traitement de telles données, il n'est donc

pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'installation afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-4.9 du présent CCAP.

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1-8. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-9. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.31 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'installation la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'installation la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant de l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au

représentant de l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le représentant de l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le représentant de l'acheteur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.7.

1-9.3. Responsabilités et Assurances

1-9.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'installation et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de

garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Sans objet.

1-9.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du marché aura(ont) fourni **une attestation avant la notification du marché**, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'installation dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du représentant de l'acheteur, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'installation.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'installation.

1-9.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-9.5. Clauses sociales et environnementales

1-9.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 10 ci-après qui fait également l'objet de l'article 5 de l'acte d'engagement.

1-9.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable

Ces conditions sont présentées aux articles 2.4.5 et 2.4.6 du CCTP.

1-9.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-10. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-11. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du représentant de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le représentant de l'acheteur et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-12. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et son annexe (BPU), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le mémoire technique déposé par le candidat
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES INSTALLATIONS VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des installations et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en référence au CCAG TRAVAUX, le maître d'installation ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les installations ou prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RA ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RA dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître

d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au représentant de l'acheteur et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le représentant de l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du représentant de l'acheteur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du représentant de l'acheteur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense : **FAC9450075**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, ce mois est réputé correspondre au mois de la date limite de réception des offres finales.

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

Index - Indice	Définition
BT47	Électricité - Base 2010

Ces index ou indices sont publiés :

- Ces index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_m est donné par la formule :

$$C_m = 0,85 \times (I_{m-3} / I_o)$$

La révision est effectuée à la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations de la commande considérée avec :

I_o = Valeur de l'index au mois zéro. ;

I_{m-3} = Valeur de l'index au mois m-3 (le mois m étant celui l'exécution des prestations) ;

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le représentant de l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'installation règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'installation procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'installation de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'installation de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'installation informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'installation une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix

fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du représentant de l'acheteur.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux le titulaire subit, en cas de retard de :

En cas de retard dans l'établissement d'un devis au vu du délai prévu à l'article 7.1.3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de **50 € HT** par jour de retard. Cette pénalité sera applicable sur la prochaine facture payée à l'entreprise, quelle qu'elle soit.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités. Par dérogation à l'article 19 du CCAG/Travaux, la pénalité journalière est de :

- 50 € HT par jour de retard pour un bon de commande dont le montant HT est compris entre 0 et 4 999€
- 150 € HT par jour de retard pour un bon de commande dont le montant HT est compris entre 5 000 et 19 999€
- 250 € HT par jour de retard pour un bon de commande dont le montant HT est compris entre 20 000 et 49 999€
- 500 € HT par jour de retard pour un bon de commande dont le montant HT est supérieur à 50 000€

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

En cas de retard dans le nettoyage général de fin de chantier, le titulaire encourt des pénalités journalières de 50 € HT.

Afin de laisser le chantier dans un état de propreté irréprochable, le titulaire effectuera un nettoyage journalier de chantier suivant les prescriptions définies dans le CCTP.

De la même façon, il doit réaliser un nettoyage général en fin de chantier. Ces prestations seront incluses, obligatoirement, dans les prix unitaires du présent marché.

4-3.3. Pénalités pour le bilan performance

En cas de retard dans la transmission du bilan de performance après la collaboration entre le titulaire et le ministère, le titulaire encourt des pénalités journalières de 100 € HT.

4-3.4. Primes d'avance

Sans objet.

4-3.5. Pénalités pour non respect des considérations environnementales

En cas de manquement aux obligations listées aux articles 2.4.5 et 2.4.6 du CCTP, le titulaire encourt des pénalités journalières de 100 € HT.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.6 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG/Travaux sont seules applicables, compte tenu du complément suivant : Par dérogation à l'**article 18.1.1 du CCAG/Travaux**, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

À la fin des travaux, dans le délai de 2 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'**article 37 du CCAG/Travaux**, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 € HT.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 8-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € HT.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 7-3 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € HT.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 € HT.

4-4.5. Non-respect des règles en matière d'hygiène et sécurité

En cas de non-respect des règles en matière d'hygiène et sécurité, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 € HT.

4-4.6. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 75 € HT par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le représentant de l'acheteur.

4-4.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 € HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.8 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-7-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

4-4.9. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-7-3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € HT

4-4.10. Pénalités pour travaux « urgence 24 » et « urgence 48 » :

- En cas de retard de remise d'un devis « urgence 24 » : 100€HT/jour ouvré
- En cas de retard de remise d'un devis « urgence 48 » : 50€HT/jour ouvré
- En cas de retard de l'achèvement des travaux « urgence 24 » ou « urgence 48 » :
 - 200€HT/jour ouvré pour un bon de commande inférieur ou égal à 4 999,00 € HT ;
 - 500€HT/jour ouvré pour un bon de commande dont le montant HT est compris entre 5 000€ et 19 999€
 - 700€HT/jour ouvré pour un bon de commande dont le montant HT est compris entre 20 000€ et 49 999€
 - 1 000€HT/jour ouvré pour un bon de commande dont le montant HT est égal ou supérieur à 50 000€

4-4.11. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-5. Conditions d'intervention

4-5.1. Initiatives

Les interventions urgentes seront effectuées par l'envoi de bon(s) de commande, sur simple

appel téléphonique, confirmé par échange de mail par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

4-5.2. Période

La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

4-5.3. Délai d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande de travaux ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus, ces délais d'intervention sont de :

- Date d'intervention et durée des travaux issus d'un devis classique :

La date d'intervention et la durée des travaux issus d'un devis classique sont définis conjointement avec le chargé d'opérations du ministère sur la base de la proposition émise dans le devis, sans pouvoir dépasser un délai d'un mois. Elles sont notifiées dans le bon de commande lors de son émission.

La durée des travaux court à partir de la date d'intervention mentionnée au bon de commande, ou à défaut à partir de la notification du bon de commande au titulaire par le ministère.

- Date d'intervention et durée des travaux pour les devis d'« urgence 24 »

La date d'intervention pour des travaux d'urgence 24 est le premier jour ouvré suivant celui de l'émission de l'accord de la commande urgence 24. La durée des travaux court à partir de cette date.

- Date d'intervention et durée des travaux pour les devis d'« urgence 48 »

La date d'intervention pour des travaux d'urgence 48 est le deuxième jour ouvré suivant celui de l'émission de l'accord de la commande urgence 48. La durée des travaux court à partir de cette date.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Hors petite et moyenne entreprise où ce pourcentage est à 30 %, son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES ÉQUIPEMENTS ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant

tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7-1. Préalable à l'exécution

7-1.1 – Établissement d'un devis

Sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit évaluer les prestations à réaliser sur site et également définir la nature des travaux. Le titulaire prend sur site toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour établir le devis.

Chaque projet fera l'objet d'une définition spécifique de la prestation établie par le ministère. À partir de cette définition, le titulaire établira un devis détaillé par ouvrage (quantitatif et qualitatif) **sur la base des postes du BPU.**

Ce devis devra contenir dans l'ordre suivant :

- L'en-tête de l'entreprise avec ses coordonnées ;
- L'identification du demandeur (MATD/MTEBFMP) en précisant le **nom du chargé d'opérations** ayant réalisé la demande du devis ;
- La date ;
- Un numéro de devis ;
- Le numéro du marché tel que précisé sur l'acte d'engagement notifié ;
- La localisation précise des travaux (le bâtiment et l'étage) ;
- La nature des travaux ;
- **Le délai de préparation ;**
- **Le délai d'exécution des travaux ;**
- Le détail des prix selon les conditions prévues dans le BPU et le CCTP ;
- Le total HT des prix de fournitures ;
- Le total HT des prix de mise en œuvre ;
- Si nécessaire, le coefficient pour les travaux hors horaire normal de travail ainsi que le prix de mise en œuvre après application de ce coefficient selon le calcul précisé à l'article 4-3.4 du présent CCAP ;
- Le total HT de la fourniture et de la mise en œuvre (en cas de prix nouveau) ;
- Le coefficient de révision des prix calculé selon les conditions de l'article 4-2.4 du présent CCAP ainsi que le prix HT après révision ;
- Le prix TTC du devis.

Ce devis sera transmis uniquement sous format électronique (.pdf).

Le nom du fichier transmis sera composé du numéro du devis et de l'objet raccourci de la prestation demandée (type de travaux et localisation).

Ce devis non contractuel, après analyse et examen par l'administration, pourra faire l'objet de l'émission d'un bon de commande

7-1.2. Passation des bons de commande

Les prestations s'exécutent par émission de bons de commande successifs, selon les besoins.

Les bons de commandes sont transmis au titulaire par échanges dématérialisés ou par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception. La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification.

Les bons de commande pourront être adressés, par voie dématérialisée pendant les jours

ouvrables (du lundi au samedi) selon les modalités définies ci-dessus.

Les bons de commande pourront être émis soit par la direction du numérique, soit par le Bureau de la gestion technique du patrimoine immobilier (SETI3/BGTI3)

L'OS relatif à la date de démarrage des travaux sera joint à chaque bon de commande.

La désignation et la catégorie des produits ;

- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison ;
- **Le délai de préparation ;**
- **Le délai d'exécution des travaux ;**
- La référence du marché.

7-1.3. Délai d'établissement d'un devis classique

Le délai maximum d'établissement d'un devis est de **15 jours calendaires**.

Le délai d'établissement d'un devis court à partir de la première demande faite au titulaire par courriel.

Si le titulaire est déjà sur site au moment de la demande de devis, le MOA confirme la demande par mail.

NB : La réception des devis se fera uniquement par voie électronique. En cas de difficulté, la transmission des devis pourra se faire par dépôt au secrétariat du Bureau de la gestion technique du patrimoine immobilier (BGTI) ou par courrier.

Les coordonnées seront communiquées au titulaire au début du marché.

7.1.4 – Délai d'établissement d'un devis d' « urgence 24 »

Le délai maximum d'établissement d'un devis d'urgence 24 est de 24 heures en jours ouvrés.

Le délai d'établissement d'un devis d'urgence 24 court à partir de la demande faite au titulaire par courriel.

7.1.5 – Délai d'établissement d'un devis d' « urgence 48 »

Le délai maximum d'établissement d'un devis d'urgence 48 est de 48 heures en jours ouvrés.

Le délai d'établissement d'un devis d'urgence 48 court à partir de la demande faite au titulaire par courriel,

NB : La réception des devis se fera uniquement par voie électronique.

7-2. Exécution des travaux

7-2.1. Travaux hors horaire normal

Les travaux à exécuter en dehors de l'horaire normal (les samedis), à la demande du maître d'ouvrage lors de l'établissement du bon de commande, donneront lieu à une majoration à appliquer dans les conditions suivantes :

Majoration pour travaux exécutés de jour le samedi :

Montant total des prestations soumises à majoration

× Nombre de samedis

× Coefficient fixé au BPU

Uniquement pour les travaux le samedi, le titulaire devra détailler les prestations du BPU listées dans le devis (fourniture et temps de main d'œuvre)

Comme indiqué dans le CCTP, seules les prestations concernant la mise en œuvre peuvent être soumises à majoration, à l'exclusion des prestations relevant de la fourniture.

7-2.2. Annulation et modification d'un bon de commande

L'administration peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande avant l'achèvement des prestations par une décision de résiliation du bon de commande, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas d'interruption d'une commande pour une cause de force majeure ou du fait de l'administration, le titulaire est rémunéré jusqu'à concurrence des prestations fournies par lui dans le cadre du bon de commande concerné. Ce paiement intervient sur présentation des justifications y afférant.

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier ou courriel) entre les parties.

7-2.3. Durée maximale d'exécution des bons de commande

Tout bon de commande est exécutoire dès lors qu'il a été émis pendant la période de validité du marché au-delà même des délais contractuels, sous réserve que sa durée d'exécution ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires après la fin de validité du marché.

7-2.4. Accès des personnels aux installations

L'accès des personnels aux installations est décrite à l'article 2.3.4 du CCTP.

7-3. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOGED, dans le délai de 10 jours à compter de la notification du bon de commande.

7-4. Études d'exécution des installations

Les conditions d'établissement des études d'exécution des installations seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

7-5. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7-6. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

7-6.1. Sécurité et hygiène des chantiers

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-7. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 8. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

8-1. Vérification des équipements et produits - Essais et contrôles des installations en cours de travaux

8-1.1. Vérification des équipements et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-1.2. Essais et contrôles des installations en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées listées au CCTP sont seules applicables.

8-2. Réception

8-2.1. Réception des installations

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'installation n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

8-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-3. Prise de possession anticipée de certains installations ou partie d'installation

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4. Mise à disposition de certains installations ou parties d'installations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-5. Documents fournis après exécution

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format papier et numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

8-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'installation se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.31.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'installation peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le représentant de l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le représentant de l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire

dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'installation.

Dans le cas où le représentant de l'acheteur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le représentant de l'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par l'acheteur ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une

Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » 26/30

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour chaque année sur la durée d'exécution du marché est de 125 heures.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC)	Valentin SOUCHARD Chargé de Projets Clauses Sociales et Relation Entreprises Direction activités et développement 18 Rue Goubet 75019 Paris Tel:01.84.79.00.19 / 07.57.76.85.71 Courriel :valentin.souchard@epec.paris
---	--

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- ✓ Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- ✓ Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- ✓ Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- ✓ Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- ✓ Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- ✓ Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article 1-4-3 du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants :

EPEC : beatrice.calvet@epec.paris et copie à valentin.souchard@epec.paris

MTECT :

- jean-loup.attama@developpement-durable.gouv.fr,
copie à :

- jean-rene.campos@developpement-durable.gouv.fr

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

Article 1-9.3.4 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG

Article 3-2.3 du CCAP déroge à l'article 14.4.3 du CCAG

Article 3-2.5 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG

Article 3-2.7 du CCAP déroge à l'article 10.4 du CCAG

Article 3-3.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG

Article 3-6 du CCAP déroge à l'article 14.4.3 du CCAG

Article 4 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG

Article 4-3.1 du CCAP déroge aux articles 19 et 19.2.3 du CCAG

Article 7-3 du CCAP déroge à l'article 28.1 et 28.2 du CCAG

Article 7-7 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG

Article 8-2.1 du CCAP déroge à l'article 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG

Article 9 du CCAP déroge à l'article 53.3.1 du CCAG